

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 08/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Orion Engineered Carbons

Route départementale 21a
BP 98 Les grands champs
13130 Berre-L'étang

Références : D-2026-0208
Code AIOT : 0006401011

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2026 dans l'établissement Orion Engineered Carbons implanté Route Départementale 21F BP 98 Les Grands Champs 13130 Berre-l'Étang. L'inspection a été annoncée le 18/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Orion Engineered Carbons
- Route Départementale 21F BP 98 Les Grands Champs 13130 Berre-l'Étang
- Code AIOT : 0006401011
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ORION Engineered Carbons est une société reprise en 2018 par un groupe américain, fabricant du noir de carbone destiné à différentes applications industrielles, dont la fabrication de batteries Li-ion. Cette activité est liée à la production d'acétylène du vapocraqueur de Lyondell Basell. Elle est autorisée par arrêté préfectoral du 5 janvier 1998, récemment mis à jour par arrêté préfectoral complémentaire du 10 juillet 2023.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Torchage en continu	AP de Mise en Demeure du 20/01/2025, article 1	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Vitesse d'éjection des gaz	AP de Mise en Demeure du 20/01/2025, article 2	Levée de mise en demeure
3	Valeurs limite d'émission	AP de Mise en Demeure du 20/01/2025, article 3	Levée de mise en demeure
4	Bassin de rétention	AP de Mise en Demeure du 20/01/2025, article 4	Levée de mise en demeure
5	Actions engagées pour la mise en sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
6	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Sans objet
7	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les prescriptions des articles 2, 3 et 4 de la mise en demeure du 20 janvier 2025 sont respectées le jour de la visite d'inspection.

En ce qui concerne l'article 1 relatif à l'arrêt du torchage en continu, les délais de la mise en

demeure sont échus. Lors de la visite, l'exploitant a présenté les actions engagées pour la mise en conformité. Néanmoins, les études ne sont pas concluantes à ce jour. L'inspection propose de modifier les délais de la mise en demeure pour être en adéquation avec les actions de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Torchage en continu

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 20/01/2025, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Arrêt du torchage
Prescription contrôlée : La société ORION ENGINEERED CARBONS SAS exploitant une usine de fabrication de noir de carbone sur la commune de Berre-l'Étang est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2023 susvisé en arrêtant le torchage en continu des gaz de queue sous dix mois à compter de la notification du présent arrêté et selon le calendrier suivant : <ul style="list-style-type: none">• réalisation d'une étude technico-économique permettant de définir la méthode à mettre en œuvre pour récupérer les gaz de queue sous trois mois à compter de la notification du présent arrêté ;• transmission du calendrier des travaux de mise en conformité sous cinq mois à compter de la notification du présent arrêté ;• mise en œuvre de la solution technique retenue pour récupérer les gaz de queue sous dix mois à compter de la notification du présent arrêté ;
Constats : L'exploitant présente la chronologie des actions mises en œuvre pour la mise en conformité de ce point. Mars 2025 : étude ARTELIA pour l'arrêt du torchage. Le projet n'est pas retenu car trop coûteux (2 M€) et génère de nouvelles émissions atmosphériques. Septembre 2025 : étude préliminaire pour transformer les torches en chambre de combustion par la société LAPTEC - étude n°1 : conclusion en janvier 2026 : la solution étudiée est inefficace - étude n°2 : conclusion en février 2026 : la solution étudiée est inefficace - étude n°3 : en cours, conclusion attendue pour fin mars 2026. L'exploitant a anticipé la commande à l'APAVE pour la réalisation d'un porter à connaissance présentant la solution technique retenue.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les délais de la mise en demeure sont échus. L'exploitant a engagé des actions pour la mise en conformité. Néanmoins, les études ne sont pas concluantes à ce jour. L'inspection propose de modifier les délais de la mise en demeure pour être en adéquation avec les actions de l'exploitant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 12 mois

N° 2 : Vitesse d'éjection des gaz

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 20/01/2025, article 2
--

Thème(s) : Risques chroniques, valeur limite d'émission

Prescription contrôlée :

La société ORION ENGINEERED CARBONS SAS est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 2.2.2 de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2023 susvisé en respectant la valeur minimale de 5 m/s pour la vitesse d'éjection des gaz sous quatre mois à compter de la notification du présent arrêté.

L'exploitant transmet à l'Inspection sous deux mois à compter de la notification du présent arrêté un plan d'actions permettant d'adapter les conditions d'éjections des gaz.

Constats :

L'exploitant a mis en place un réducteur de section en sortie de cheminée afin d'augmenter la vitesse d'éjection des gaz en sortie de cheminée.

L'exploitant présente le rapport d'analyse des mesures des rejets atmosphériques réalisées par l'APAVE le 22/09/2025. Le rapport conclut à la conformité de la vitesse d'éjection : 9 m/s.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure
--

N° 3 : Valeurs limite d'émission

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 20/01/2025, article 3
--

Thème(s) : Risques chroniques, NOx

Prescription contrôlée :

La société ORION ENGINEERED CARBONS SAS est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 2.3.1.1 de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2023 susvisé en respectant la valeur limite d'émission en concentration pour le paramètre NOx de la chambre de combustion de l'unité de pelletisation sous quatre mois à compter de la notification du présent arrêté.

Constats :

L'exploitant a réalisé des essais en octobre 2024 afin de déterminer le meilleur ratio Air / Gaz naturel d'un point de vue des émissions des NOx. Par la suite, il a automatisé la régulation du ratio Air / Gaz naturel de l'unité de pelletisation.

L'exploitant présente les derniers rapports de mesures des rejets atmosphériques :

- Mesures réalisées par Dekra en décembre 2024, concentration en NOx : 31 mg/Nm³ (pour une VLE de 100 mg/Nm³)

- Mesures réalisées par l'APAVE en septembre 2025, concentration en NOx : 27,42 mg/Nm³

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure
--

N° 4 : Bassin de rétention

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 20/01/2025, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Disponibilité du volume
Prescription contrôlée : La société ORION ENGINEERED CARBONS SAS est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 5.1.2 de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2023 susvisé en justifiant la disponibilité permanente du volume requis pour le confinement des eaux susceptibles d'être polluées y compris lors d'un incendie dans le bassin étanche, sous deux mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : Afin d'assurer la disponibilité du volume pour la rétention des eaux incendie, l'exploitant a installé un capteur de niveau du bassin de rétention, avec report d'alarme au niveau de la salle de contrôle. En cas de déclenchement, une pompe de vidange s'active automatiquement et permet le renvoi de l'eau vers le bassin d'eau de procédé, puis le filtre presse et enfin une réutilisation dans le procédé. L'exploitant déclare de plus avoir passé commande à l'APAVE pour la réalisation d'un porter à connaissance relatif à la réutilisation de l'eau dans le procédé et éventuellement pour l'arrosage. L'entretien du bassin est réalisé annuellement par ORTEC. Pour 2026, le curage est prévu en semaine 17, lors de l'arrêt des installations pour maintenance.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Actions engagées pour la mise en sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en sécurité - Procédures & Consignes
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 59« Consignes d'exploitation et de sécurité. Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné. L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

<p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> -Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements. -les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente la procédure de mise en sécurité pour l'unité principale ainsi que la procédure d'utilisation du groupe électrogène en cas d'incident électrique. L'exploitant présente également le plan de formation suivi par ses salariés pour l'année 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Mise en sécurité - Pérennité = 48h ?</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Article 56 Utilités. [...]</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 64« Equipements à l'arrêt. En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement. Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant. L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité). Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements. »</p>

<p>Constats :</p> <p>Suite à la visite précédente du 25/03/2025, l'exploitant apporte les éléments de réponse suivants : Le site dispose d'un groupe électrogène sur la zone de wet beading. La capacité de la cuve de fioul est de 180 litres, ce qui correspond à un fonctionnement de 24h avec possibilité de rechargement avec la cuve de 1000 litres présente sur site. Les trois onduleurs (un au niveau de la zone du wet beading, un au niveau du poste de commande et le dernier au niveau du laboratoire) ont une autonomie de 10 minutes, ce qui est compatible avec la durée nécessaire pour l'arrêt de l'installation. L'exploitant a mis en place un contrat de maintenance annuelle.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance et test</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 52 « Maîtrise des procédés.</p> <p>Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.</p> <p>Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.</p> <p>Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Suites aux observations de la visite précédente, l'exploitant a réalisé les contrôles périodiques des trois onduleurs et du groupe électrogène. L'exploitant présente les rapports de vérification.</p> <p>Onduleur du wet beading : le rapport de maintenance préventive de l'onduleur Socomec du 19/06/2025 de SA3I met en évidence que certaines pièces doivent être remplacées en préventif pour garantir le bon fonctionnement de l'équipement. L'exploitant présente le rapport</p>

d'intervention de la société SA3I du 30/10/2025 pour la mise en conformité.

Onduleur du bureau/laboratoire : le rapport de maintenance préventive de l'onduleur E3S30Kva du 12/06/2025 de Schneider Electric met en évidence des non-conformités, nécessitant des remplacements de pièces. L'exploitant présente le bon de commande daté et signé du 21/10/2025.

Onduleur du poste de contrôle : le rapport de maintenance préventive de l'onduleur AE55 du 19/06/2025 de SA3I met en évidence que certaines pièces doivent être remplacées en préventif pour garantir le bon fonctionnement de l'équipement. Le remplacement du TGBT est prévu en semaine 17.

Groupe électrogène : l'installation date de début 2025. Ainsi la première maintenance est prévue soit dans un délai de 3 ans, soit après 10 000 heures de fonctionnement. À titre informatif, l'exploitant effectue un test une fois par mois (mise en route et vérification du niveau de carburant).

Type de suites proposées : Sans suite